



Amiens le 7 mars 2011

REPONSE DE SOMME NUMERIQUE A LA CONSULTATION PUBLIQUE  
DE L'ARCEP RELATIVE A LA MONTEE EN DEBIT SUR CUIVRE

Somme Numérique, syndicat mixte départemental d'aménagement numérique du territoire de la Somme, partage les analyses qui concluent à la nécessité d'articuler montée en débit des territoires (au sens de l'aménagement de la boucle locale cuivre) et passage au très haut débit (au sens de réseau fibre jusqu' au client final).

Nous sommes adhérents de l'AVICCA et à ce titre renvoyons aux propositions qui seront formulées par cette association à l'occasion de la consultation publique. Nous insistons sur la nécessité de mettre en place des outils de péréquation entre les régions et les territoires, sur la nécessité de mettre les opérateurs à contribution pour qu'ils assument une partie des coûts de la montée en débit, et enfin pour prendre en compte la présence des Réseaux d'Initiative Publique pour assurer la mise en place des offres de collecte complémentaire nécessaires au dégroupage à la sous boucle.

La Somme est un territoire rural où l'exigence de montée en débit est particulièrement vive, compte tenu des nombreuses situations où les seules offres disponibles sont limitées à 512 kbs maximum. Il convient de rappeler que l'amélioration des services proposés est avant tout de la responsabilité de la communauté des opérateurs de communications électroniques. A priori les collectivités sont fondées à ne financer que la fibre nécessaire au réseau de collecte, en prévision des futurs réseaux de fibre jusque l'abonné.

Pour les zones qui apparaissent « durablement exclues » de la perspective du FTTH les technologies permettant le meilleur débit sur cuivre (VDSL2) devraient pouvoir être mises en place.

Enfin Somme Numérique attire l'attention sur les difficultés pratiques existant dans la mobilisation des infrastructures de France Télécom, et sur l'absence de certitude quant à la stabilité des prix de cette offre ; nous faisons donc remarquer qu'il ne peut y avoir création d'une offre de collecte à long terme basée sur des infrastructures dont le coût d'usage n'est pas maîtrisé sur le même terme, et dont la disponibilité est à établir par la collectivité elle-même alors qu'elles sont propriété de l'opérateur historique. Si ce dernier n'a pas l'information sur son propre réseau, cela renforce l'argument d'une nécessaire coupure entre le réseau cuivre et l'opérateur. Somme Numérique ne

verrait d'ailleurs que des avantages à ce que les pratiques des différents réseaux d'initiative publique et celles de l'opérateur historique soient harmonisées au niveau de leurs catalogues de services pour les opérations relevant de l'aménagement numérique du territoire et inscrites dans les Schémas Directeurs Territoriaux d'Aménagement Numérique.